



NON le RN n'est pas l'allié des perpignannais·es Pas une voix pour le RN !

La CGT 66 souhaite alerter les perpignanais du danger que représente le Rassemblement National pour la ville de Perpignan, la communauté urbaine et le département des Pyrénées Orientales. « La CGT est ouverte à tous les salariés, femmes et hommes, actifs, privés d'emploi et retraités, quel que soit leur statut social et professionnel, leur nationalité, leurs opinions politiques, philosophiques et religieuses » (Extraits de l'Article 1 des statuts de la CGT).

A l'opposé le RN porte des idées racistes, xénophobes, sexistes, antisociales, au service du patronat !



Comme à son habitude, le rassemblement national avance masqué. Caché le logo du RN, le candidat à l'élection municipale de Perpignan Louis Aliot se présente sans étiquette comme Robert Ménard à Béziers en essayant de convaincre au-delà de ses adhérents. Pour cela les recettes sont connues : beaucoup de slogans (sur le social, l'écologie ...) uniquement fait pour semer

la confusion et cacher les intentions réelles. Pourtant un simple détour par la page facebook rappelle bien tous les liens avec le parti d'extrême droite et ses dirigeants.

Les effets d'annonce sont nombreux pour la ville de perpignan mais les priorités sont connues : la surveillance des citoyens avant tout (police municipale, vidéosurveillance ...) et des mesures anti-sociales. Dans un contexte de restriction budgétaire cela conduira à des suppressions de postes d'agents, des baisses de subventions, de financements. Mais aussi des choix basés sur l'idéologie d'extrême droite : identité nationale, ordre social, autorité ...

Vigilance et résistance



La CGT combat le F Haine

Le Rassemblement National n'est pas un parti comme les autres et constitue une grave menace pour la démocratie et le monde du travail. Son approche est fondée sur l'inégalité, en fonction des nationalités, des origines, des religions, des couleurs ou des sexes. Le RN divise et met en opposition le monde du travail et fait ainsi le jeu du patronat. Sur tous les sujets (retraites, impôts, cotisations sociales ...), il est en accord avec le patronat. Il porte un projet de régression sociale, et notamment l'austérité avec la suppression d'un fonctionnaire sur deux dans les collectivités territoriales.

Le RN c'est des annonces démagogiques et puis des actes une fois élus. Mais lesquels ? De nombreuses absences et les votes de leurs élus sont contre les travailleurs, contre le droit des femmes et l'égalité femmes-hommes, pour les femmes au foyer, pour le secret des affaires ...

Dans les collectivités locales qu'il dirige, le RN s'attaque à la culture, aux associations, aux droits des femmes et casse le lien social. Il remet en cause notre système de solidarité en portant la suppression des cotisations sociales. Il menace les libertés durement conquises par les travailleurs, la liberté d'expression au travail comme dans la société, la liberté de la presse ou encore la liberté de mobilisation et d'organisation.

A Perpignan comme ailleurs, l'argument traditionnel du Front national est de sortie : « Finalement, pourquoi ne pas essayer Louis Aliot ? ».

Mais les mairies gérées par le Rassemblement National est-ce vraiment la même chose ? Certains n'ont pas hésité à « essayer » :

Dans les villes gérées par le RN c'est :



- La suppression de la gratuité de la cantine pour les familles les plus démunies
- La suppression des subventions aux associations locales
- Les tentatives d'expulsion du Secours Populaire
- Refus d'organiser la célébration de la journée commémorative de l'abolition de l'esclavage.
- Baisse du budget des écoles
- Etudes du soir supprimées et remplacées par une garderie payante, fin de la gratuité des transports scolaires
- Suppression des plats de substitution au porc dans les cantines et augmentation du prix du repas.

En Occitanie, à Béziers (ville dont le Maire Robert Ménard, grand ami du candidat perpignanais, pavane régulièrement à Perpignan) :

- Une vision managériale et méprisante des fonctionnaires municipaux
- Diminution des subventions aux associations, mais attribution de 730 200 € à la communication.
- La « garde biterroise » retoquée par la justice
- La messe dans les arènes et la crèche dans la Mairie
- Attaques contre la presse locale
- Des fausses informations diffusées en permanence
- Stigmatisation des élèves supposés musulmans dans les écoles

